



LÉGATION DE SUISSE
AUX PAYS-BAS

P.
dodis.ch/10082
LA HAYE, le 23 septembre 1954.

42, Lange Voorhout
Tél. 117458 & 117459

RÉFÉRENCE: NOTRE No. B.12.- No. 26 - GZ/GR
VOTRE No.

Les Pays-Bas entre la conférence
de Bruxelles et celle de Londres.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Ainsi que je vous l'ai dit lorsque vous avez bien voulu me recevoir en audience de départ le 15 septembre, j'ai, dès mon retour à La Haye, demandé à M. J.W. Beyen, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, de m'accorder un entretien. Je lui ai présenté les compliments dont vous m'aviez chargé, ce dont il vous remercie.

Après quelques brefs prolégomènes de courtoisie, nous avons abordé le sujet de l'échec de la conférence de Bruxelles et de l'imminence de la conférence de Londres.

A mon étonnement, la réaction de M. J.W. Beyen a été presque violente. C'est quasi sur le ton de la colère qu'il a parlé de M. Mendès-France.

Evidemment, la déception aux Pays-Bas est grande. La Hollande a ratifié le traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier; elle a révisé sa constitution et ratifié le traité de Paris sur la communauté européenne de défense; elle était prête à prendre une part active aux délibérations sur la communauté politique.

Or tout est remis en question par la France, même pas par la France, dit M. Beyen, le public français ignorant tout de ces problèmes

Monsieur Max Petitpierre,
Conseiller fédéral,
Chef du Département politique,
B E R N E

./.



- 2 -

et n'ayant jamais été renseigné, mais par un homme, M. Mendès-France. S'il l'avait voulu, ajoute le ministre des affaires étrangères, le parlement français aurait approuvé la CED. En quoi M. Beyen se trompe, puisque cinq commissions de la chambre avaient émis un préavis négatif.

M. Beyen connaît M. Mendès-France depuis longtemps. Le président du conseil français était premier délégué à la conférence de Bretton Woods. Il a même été le collègue de M. Beyen à la Banque de reconstruction à Washington. Le ministre lui conteste des compétences en matière économique et financière. Il le définit en disant: Ce n'est pas un économiste, ce n'est pas un financier, c'est un avocat.

Il lui reproche d'avoir adopté à Bruxelles une attitude énigmatique, dilatoire, évitant de répondre aux questions et éludant les arguments. Sans aller jusqu'à prétendre que M. Mendès-France a "vendu" la CED en échange de la paix en Indochine, il ne craint pas néanmoins d'effleurer cette éventualité. Il lui en veut d'avoir "insulté" -c'est son expression- ses interlocuteurs puisqu'il aurait déclaré à Bruxelles: Qu'est-ce que c'est pour la France que cette CED? Une alliance avec deux Etats vaincus -l'Allemagne et l'Italie- et trois petits pays (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas).

Pour M. Beyen, M. Mendès-France est un juif qui a souffert une partie de sa vie d'un complexe d'infériorité et qui, devenu président du conseil, est atteint de mégalomanie.

Il est laid, poursuit M. Beyen, il est ennuyeux et il ne dit pas la vérité. Son éloquence est monotone, elle n'est relevée d'aucun sel, et le compte-rendu qu'il a fait au parlement français de la conférence de Bruxelles est inexact.

./.

- 3 -

A la séance de clôture, le président du conseil français aurait donné lecture d'un assez long discours qui, manifestement, avait été préparé à l'avance à Paris. Pourquoi, se sont demandé ses collègues, nous avoir fait travailler jour et nuit pendant trois jours puisque les conclusions étaient déjà arrêtées dans l'esprit du représentant de la France?

Nous avons ensuite passé en revue quelques solutions de rechange.

Les Pays-Bas se rendent à Londres où ils seront représentés par M. Beyen sans beaucoup d'illusion, mais animés de l'intention de faire admettre l'Allemagne occidentale dans le pacte de Bruxelles et dans le pacte Atlantique.

M. Beyen écarte délibérément l'idée d'une petite Europe sans la France. Rien, observe-t-il, ne ferait plus contrepoids à l'Allemagne, et le groupe des Six ramené à Cinq non seulement ne serait plus viable, mais il pourrait même être dangereux.

Cette éventualité est cependant prônée par certains milieux aux Pays-Bas, et M. Beyen considère le danger comme assez grand pour l'inciter à en parler demain 24 septembre dans un discours qu'il prononcera à Rotterdam et dont il m'enverra un exemplaire en français.

Une autre idée lui cause de l'inquiétude. C'est le projet formé semble-t-il par M. Mendès-France d'un pool international des armements. Il paraît que certains milieux à Washington s'y intéresseraient. A Londres, les Pays-Bas s'y opposeront. Quel serait le rôle dévolu à un petit pays le jour où semblable cartel de production viendrait à voir le jour en Europe occidentale?

Vous savez que la Hollande a toujours fait effort pour compléter les plans d'intégration

./.

- 4 -

politique et militaire par une collaboration dans le domaine économique. Là aussi, le rejet de la CED est une déconvenue pour les Pays-Bas. Peut-être, dit M. Beyen, pourrait-on essayer de greffer quelque chose dans ce sens sur le traité instituant la communauté du charbon et de l'acier?

Déçus par la France, craignant une Allemagne trop puissante à l'ouest, c'est vers l'Angleterre et les Etats-Unis que les Hollandais tournent aujourd'hui leurs regards.

Je m'attendais à trouver de la déception à mon retour, peut-être même un certain désarroi, c'est de l'irritation contre la France que j'ai constaté.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse

D. Serravallo

P.S.:

Le projet français de pool des armements diviserait l'Europe en différentes zones de production. L'Allemagne occidentale resterait privée de son industrie lourde. Celle-ci se trouverait concentrée en France. Un conseil des ministres connaîtrait de la fabrication, de la distribution et des importations. Cet organe aurait une apparence d'autorité supra-nationale, sans l'être réellement pour cela. Le mot supra-national -drapeau couvrant dans le cas particulier une marchandise qui n'aurait rien d'international- susciterait de la sympathie aux Etats-Unis; il n'éveillerait pas d'antipathie en Grande-Bretagne, ce pays restant en dehors du pool; en revanche, il provoquerait une vive inquiétude dans les trois pays du Benelux.

D. S.